

Protéger les droits de l'enfant, c'est possible et c'est l'affaire de tous !



Protéger les droits de l'enfant, c'est possible et c'est l'affaire de tous !

En cette journée internationale des droits de l'enfant, Amnesty International Auch communique :

On compte 2,3 milliard d'enfants dans le monde, ce qui représente 1/3 de la population totale.

La Convention relative aux Droits des Enfants, ratifiée par 196 états membres de l'ONU protège les Enfants des préjudices, garantit leur croissance et leur développement et assure leur participation à la société.

Le 20 novembre est la Journée Internationale des Droits de l'Enfant.

Cette année, nous fêtons le 35e anniversaire de la Convention relative aux Droits de l'Enfant et constatons que malheureusement, les violations commises à l'encontre des jeunes dans le monde sont encore trop nombreuses.

Les enfants ont droit à un niveau de vie décent or ils sont plus de 2000 à dormir dans la rue en France. Sans hébergement, pas moyen d'aller à l'école dans de bonnes conditions, ni de se soigner correctement. Les jeunes ne s'en sortent pas indemnes au niveau de leur développement physique ou psychique.

En tant que mineurs, les jeunes migrants doivent être pris en charge dans le cadre de la protection de l'enfance sans exigence quant à la régularité de leur entrée et de leur séjour. Pourtant, en France, environ 300 mineurs sont retenus dans des zones d'attente françaises et sont exposés à de mauvais traitements.

Écouter la parole des enfants est une nécessité : ils n'ont pas toujours la possibilité et les moyens d'exprimer leur souffrance, qu'ils la vivent dans les différents milieux de vie ou dans le milieu scolaire.

Mais, pour la première fois en France, un procès aux Assises se tient à la suite d'un mot déposé par un mineur dans une Boite Papillons (l'association Papillons a été créée pour libérer la parole des enfants).

Ils peuvent également appeler **le 119 : le Service National d'Accueil Téléphonique de l'Enfance en Danger**- joignable 24 h sur 24 h tous les jours de l'année, y compris par tchat, accessible aux enfants, aux adolescents et aux jeunes majeurs jusqu'à 21 ans, victimes de violence, inquiets pour un camarade.

La santé mentale est un droit fondamental pour chaque jeune. Pourtant, en France et notamment depuis le covid, la détresse psychologique des jeunes et des Enfants ne fait qu'augmenter. Les enfants ont besoin d'une protection particulière lorsqu'ils sont en ligne ; risque de cyber harcèlement, « grooming » (solicitation d'enfants en ligne à des fins sexuelles), utilisations de données personnelles... La dégradation de la santé mentale des jeunes est en partie due à l'influence de Tiktok comme le démontrent les 2 rapports d'Amnesty International France.

<https://www.amnesty.fr/actualites/tiktok-un-modele-dangereux-pour-la-sante-mentale-des-jeunes-et-des-enfants>

Nous continuerons à nous battre pour garantir aux jeunes l'accès à l'éducation, à une justice adaptée et à une protection contre toute forme de violence.

Amnesty International Auch, Gers auchgers@amnestyfrance.fr